ARRÊTÉ MODIFIANT L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 25 AOÛT 2017 DÉFINISSANT LES « POINTS
d'eau » sur lesquels doivent être appliquées les mesures visant à éviter une
pollution par la dérive de pulvérisation ou le ruissellement des produits
phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants et pris en application de l'arrêté
ministériel du 4 mai 2017 relatif à la mise en marché et à l'utilisation des
produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L.253-1 du
code rural et de la pêche maritime

N° 21-2020-09-23-006

Vu l'arrêté ministériel du 4 mai 2017, relatif à la mise en marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L.253-1 du code rural et de la pêche maritime et son article 1 qui prévoit la définition des « points d'eau » par un arrêté préfectoral.

Vu l'arrêté préfectoral du 25 août 2017 définissant les « points d'eau » sur lesquels doivent être appliquées les mesures visant à éviter une pollution par la dérive de pulvérisation ou le ruissellement des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants et pris en application de l'arrêté ministériel du 4 mai 2017 relatif à la mise en marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L.253-1 du code rural et de la pêche maritime.

Vu le jugement du tribunal administratif de Dijon du 31 décembre 2019 qui fait suite à la requête et aux mémoires déposés par le comité départemental de protection de la nature de Saône-et-Loire,

Considérant que la cartographie des cours d'eau publiée sur le site internet des services de l'État, identifiant des écoulements en traits orange au statut indéterminé, n'a pas de valeur réglementaire, mais constitue seulement un outil d'aide à la décision des usagers.

Sur proposition du directeur départemental des territoires,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,